

**Discours prononcé par S.E.M Abdelkader MESSAHEL, Ministre des affaires étrangères à l'occasion de la réunion ministérielle sur la sécurité, la gouvernance, le commerce et l'investissement en Afrique
Washington, le 17 novembre 2017**

M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères

Mesdames, Messieurs les Ministres et Chefs de délégations

Tout d'abord, je remercie le gouvernement des Etats Unis d'Amérique pour cette initiative et pour l'invitation qui m'a été adressée à y prendre part.

Nous attendons de nos débats sur les trois thèmes inscrits à l'ordre du jour, prioritaires aussi dans l'agenda de l'Union Africaine, des retombées positives sur la coopération avec l'Afrique dans ces domaines.

Tout en soulignant que mon pays consent d'importants efforts pour la promotion des investissements, le développement des échanges commerciaux et le renforcement de la bonne gouvernance, je limiterais mon intervention à la lutte contre le terrorisme et sa matrice l'extrémisme violent, fléaux qui menacent la sécurité, la stabilité et le développement dans un nombre croissant de pays en Afrique et dans le monde.

Je voudrais relever que pour réussir, la lutte militaire et sécuritaire contre le terrorisme doit nécessairement s'accompagner de politiques et programmes politiques, économiques, sociaux, culturels, éducatifs, religieux et autres prenant en charge les différentes vulnérabilités de la société, que la propagande terroriste exploite intensément.

Partant de l'expérience de mon pays, je reviendrais sur trois approches complémentaires prônées avec conviction par le Président Abdelaziz Bouteflika depuis son élection à la magistrature suprême en 1999 et qui ont permis à l'Algérie de vaincre le terrorisme, de rétablir la paix et la sécurité et d'être aujourd'hui un acteur actif de la stabilité dans toute la région.

La première de ces approches porte sur la mise en œuvre d'une profonde politique de déradicalisation et de prévention de la radicalisation ayant pour objectifs la suppression des facteurs pouvant engendrer la marginalisation ou alimenter l'extrémisme et la violence dans la société.

Cette politique a été globale. Elle a impliqué tous les secteurs d'activité et tous les acteurs publics et privés, la société civile et les citoyens en particulier. Elle a opposé la logique de l'inclusion à celle de l'exclusif et de l'exclusion développée par la rhétorique extrémiste. A cette fin, l'immense effort consenti pour la relance du développement économique a été guidé par deux préoccupations majeures : le souci d'une juste répartition des bienfaits et la densification et la diversification de l'offre d'emploi et de formation professionnelle aux jeunes. Le système éducatif a été repensé en vue de former des citoyens enracinés dans leur culture, fiers de leur identité, ouverts sur le monde et jouissant d'un véritable esprit de critique et d'analyse. Au plan religieux, le référent national a été rétabli, la mosquée réinstallée dans son rôle de pôle de propagation de l'Islam traditionnel, celui de la fraternité entre tous les êtres humains, de la tolérance, du dialogue, de la modération et de l'ouverture sur le monde. Cet effort a été soutenu par de nombreuses autres mesures, dont l'amélioration de la formation des imams et des mourchidates, la création d'une académie du fiqh, une autre de la Fetwa ainsi qu'un observatoire national de l'extrémisme violent.

La deuxième approche a consisté à voir dans la démocratie le véritable antidote à l'extrémisme violent et au terrorisme et à œuvrer à l'ancrage de ses leviers dans le fonctionnement de la République et de ses institutions ainsi que dans leur relation avec la société et les citoyens. L'effort a ainsi porté sur le renforcement de la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la Justice, la promotion de l'Etat de droit, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dont celles des femmes, la bonne gouvernance à travers la transparence et la lutte contre les fléaux sociaux ainsi que la promotion de la justice sociale et la lutte contre la marginalisation sous toutes ses formes.

La troisième approche a porté sur la mise en œuvre graduelle de la politique de réconciliation nationale. Cette approche repose sur la conviction que les conflits armés autant que les crises violentes les plus aigües peuvent ne pas se prolonger si la voie du dialogue, de la raison, du sacrifice, de la générosité et du pardon est empruntée avec sincérité et engagement. C'est cette voie que le peuple algérien a choisi, par référendum, et à une écrasante majorité, d'abord en 1999, pour appuyer la politique de concorde civile, puis en 2005 pour soutenir la politique de réconciliation nationale. Ce soutien massif du peuple algérien a permis au pays de mettre fin à la fitna, d'arrêter l'effusion de sang, d'épargner des milliers de vies humaines, de mettre fin pacifiquement à l'aventure terroriste et de décrédibiliser définitivement le discours des promoteurs du terrorisme.

Grâce à la combinaison de ces approches complémentaires, l'Algérie est aujourd'hui un pays stable et parmi les plus sûrs au monde. Cette conclusion est confortée par le classement 2017 de l'institut Gallup basé ici même à Washington, lequel place mon pays

au 7^{ème} rang des pays les plus sûrs au monde, selon l'indice Law and Order. En dépit de ce constat réjouissant à plus d'un titre, mon pays maintient un haut niveau de vigilance à l'intérieur de son territoire et sur ses frontières et ne ménage aucun effort en faveur de la stabilité de son voisinage immédiat.

Je vous remercie pour votre aimable attention.